

LES FAITS MARQUANTS DE COPENHAGUE: LUNDI 7 DECEMBRE 2009

La conférence de Copenhague sur les changements climatiques s'est ouverte lundi matin par une cérémonie de bienvenue suivie par l'ouverture des séances plénières de la CdP 15, de la CdP/RdP 5, de l'AWG-LCA 8 et de l'AWG-KP 10.

CEREMONIE DE BIENVENUE

Lars Løkke Rasmussen, Premier ministre du Danemark, a déclaré que cette conférence se déroule à un moment de volonté politique sans précédent, et a encouragé les parties à parvenir à un accord ambitieux dans le but de susciter "l'espoir d'un avenir meilleur."

Ritt Bjerregård, maire de Copenhague, a mis en exergue le Sommet climatique de Copenhague pour les maires, qui se déroulera du 14 au 17 décembre et a indiqué que Copenhague ambitionnait de devenir une ville à empreinte écologique neutre d'ici 2025. Elle a précisé que la CdP 15 doit "aller très loin, très vite" et a appelé les délégués à transformer la réunion de Copenhague en une réunion de "Hopenhagen" et à "sceller l'affaire."

Rajendra Pachauri, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a mis l'accent sur les conséquences d'une non application de politiques d'atténuation du changement climatique, de manière fondée sur le quatrième rapport d'évaluation (RE4). Il a souligné que, pour limiter l'augmentation de la température à un chiffre situé entre 2,0 et 2,4 °C, les émissions mondiales doivent culminer au plus tard en 2015. Evoquant un récent incident impliquant un vol de courriers appartenant à des chercheurs de l'Université d'East Anglia, au Royaume-Uni, Pachauri a mis en exergue l'historique transparent et objectif des rapports d'évaluation du GIEC.

Le secrétaire exécutif de la CCNUCC, Yvo de Boer, a déclaré que Copenhague devrait aboutir à un accord portant tout à la fois: sur la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation, le financement, la technologie, la réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD) et sur des mesures de renforcement des capacités, des engagements de réduction d'émissions ambitieux et un "financement de démarrage" d'environ 10 milliards de dollars par an, et une vision commune de l'action concertée à long terme. Il a souligné que Copenhague ne serait couronnée de succès que si elle livrait des mesures significatives et applicables immédiatement dès la clôture de la conférence.

CDP

Le président de la CdP 14, Maciej Nowicki (Pologne), a ouvert la CdP 15, en soulignant le rôle crucial de cette dernière dans la lutte contre le changement climatique. Les parties ont élu Connie Hedegaard, ministre danoise chargée de la Conférence onusienne de Copenhague de 2009 sur les changements climatiques, présidente de la CdP 15.

La présidente de la CdP, Hedegaard, a déclaré que la volonté politique de lutter contre le changement climatique n'a jamais été aussi forte et a précisé que: "Si nous ratons cette chance, la prochaine risque de prendre bien des années avant de se présenter." Elle a souligné la nécessité de progresser au cours de la première

semaine, précisant que les dirigeants s'attendent à adopter un accord mondial dans 11 jours. Elle a appelé à un accord global sur l'ensemble des éléments constitutifs et au lancement d'une action immédiate. Enfin, elle a encouragé les parties à "marquer l'histoire avec cette réunion" et "concrétiser."

QUESTIONS D'ORGANISATION: Au sujet des règles de procédure, la présidente de la CdP, Hedegaard, a rappelé la pratique en vigueur depuis la CdP 1, consistant en l'application du règlement intérieur provisoire, à l'exception de l'article 42 relatif au vote. La PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE a fait objection à cette proposition, affirmant qu'un accord réalisé en vertu d'un consensus fondé sur "le plus petit dénominateur commun" est un accord "sérieusement négligent," compte tenu de la gravité des impacts du changement climatique. Il a plaidé pour des prises de décisions par une majorité à deux tiers des parties présentes et votantes. La présidente de la CdP, Hedegaard, a indiqué qu'elle tiendra des consultations sur la question. Le BRESIL, l'ARABIE SAOUDITE, la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO et le LESOTHO ont approuvé cette idée, soulignant la nécessité de commencer à travailler rapidement.

Les parties devaient ensuite adopter l'ordre du jour (FCCC/CP/2009/1 et Add.1). Au sujet de l'élection des membres du Bureau, autres que le président, la présidente de la CdP, Hedegaard, a signalé que les soumissions des candidatures des groupes régionaux n'étaient pas encore achevées et a invité le vice-président de la CdP, Eric Mugurusi (Tanzanie), à poursuivre les consultations. Elle a précisé que les membres actuels resteraient en fonction jusqu'à la constitution du nouveau Bureau.

Les délégués ont décidé d'admettre les organisations proposées à titre d'observateurs (FCCC/CP/2009/8/Rev.1). La présidente de la CdP, Hedegaard, a fait état des ratifications récentes de la Convention par l'Iraq et la Somalie, indiquant que cela portait le nombre total des parties à 194 et faisait de CCNUCC un "accord véritablement universel."

DECLARATIONS LIMINAIRES: Le Soudan, au nom du G-77/CHINE, a encouragé les parties à observer les principes de bonne foi, de transparence, d'intégration et d'ouverture, et à faire montre d'un engagement absolu en faveur du processus. Il a souligné la nécessité d'un résultat approuvé par tous dans le cadre de l'AWG-LCA, pour s'assurer de l'application intégrale des engagements des pays industrialisés au titre de la Convention et a rejeté les tentatives de fusion des engagements des pays industrialisés, au titre du Protocole, avec des mesures similaires pour les pays en développement.

L'Algérie, au nom du GROUPE AFRICAIN, a fait part de sérieuses préoccupations quant à l'absence de progrès dans ce processus et a rappelé aux parties que les Africains sont déjà affectés par le changement climatique, à travers des sécheresses accrues, des risques sanitaires, des pénuries alimentaires et des migrations. Le délégué s'est opposé fermement à la renégociation de la CCNUCC et a demandé un débat de haut niveau transparent et équitable, soulignant que le processus ne doit pas être sélectif dans la nature de ses consultations.

L'ARABIE SAOUDITE a plaidé pour l'adoption d'un accord juste et global, qui doit respecter les principes et les textes de la Convention et du Plan d'action de Bali (PAB). Le délégué a indiqué que sa délégation ne pouvait accepter une accélération de la

progression sur certaines questions et un report de l'action sur d'autres. Il a proposé aussi l'ouverture d'une enquête internationale indépendante sur le «récent scandale scientifique» connu sous l'appellation de "climate gate", et a fait état de pertes subies par de nombreux pays, en raison du changement climatique, notamment, ceux dont l'économie repose sur l'exportation de combustibles fossiles. Le Lesotho, au nom des PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA), a exhorté les pays à ne pas trahir "les attentes de la population mondiale anxieuse", et a plaidé pour des procédures ascendantes et intégratives et la poursuite d'un processus à deux voies. Il a souligné l'importance de l'adaptation, du financement, de la technologie et du soutien du renforcement des capacités, et mis en relief la nécessité de contributions au Fonds pour les PMA, pour la couverture des besoins les plus immédiats des pays en matière d'adaptation.

Grenade, parlant au nom de l'ALLIANCE DES PETITS ETATS INSULAIRES (AOSIS), a appelé à un résultat ambitieux qui porte sur la dimension réelle du problème, réagit avec l'urgence nécessaire et garantit la survie à long terme des petits États insulaires en développement (PEID), des PMA et autres groupes vulnérables. La représentante a indiqué qu'une issue politique ne serait pas adéquate et que l'AOSIS "aurait à examiner nos options" si un résultat juridiquement contraignant n'est pas atteint. Elle a précisé que l'accord final doit porter sur des réductions d'émissions par tous les grands pays émetteurs et qu'il doit limiter la hausse des températures à moins de 1,5 °C et les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à 350 ppm. Elle a ajouté que l'accord doit également prévoir un financement stable, prévisible et adéquat pour l'adaptation, le renforcement des capacités, la technologie et l'atténuation.

Le Mexique, au nom du GROUPE D'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE, a plaidé pour la conclusion, à Copenhague, d'un résultat juridiquement contraignant approuvé par les dirigeants politiques. Le délégué a dit que les négociations menées dans le cadre du Protocole doivent englober des objectifs chiffrés de réduction d'émissions pour les parties de l'Annexe I et des mécanismes de souplesse, et a encouragé l'achèvement des négociations menées sur les deux voies, avant la réunion de haut niveau.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a plaidé pour une limitation de la température terrestre à 2 °C et pour une réduction de 50% des émissions mondiales, d'ici 2050. La représentante a indiqué que tous les Etats membres du Groupe parapluie sont prêts à proposer des objectifs individuels de réduction qui permettront de réduire substantiellement leurs émissions d'ici 2020, par des mesures soumises à un dispositif solide de surveillance, notification et vérification (MNV). Elle a plaidé en faveur "d'un financement rapide, important et à forte incidence, destiné à aider les pays en développement les plus vulnérables" et, en particulier, les PMA et les PEID. Elle a aussi fait état d'un consensus émergent sur le fait que l'un des éléments fondamentaux de l'accord de Copenhague devrait être la mobilisation de 10 milliards de dollars par an d'ici 2012 pour le soutien des mesures d'adaptation et d'atténuation dans les pays en développement. Elle a précisé que le but de Copenhague consistait à réaliser une vision politique apte à guider l'action mondiale et à conduire à un nouveau traité juridiquement contraignant - l'accord de Copenhague - dans les meilleurs délais possibles.

La Suède, au nom de l'UE, a appelé à la conclusion, à Copenhague, d'un accord intégratif, englobant les parties non visées à l'annexe I, couvrant l'ensemble des éléments constitutifs et fondé sur les principes de la Convention. Le délégué a précisé que l'entente à Copenhague doit se traduire par un accord universel juridiquement contraignant ou par une date précise en 2010. Il a accueilli avec satisfaction les récentes précisions apportées sur les niveaux d'ambition et a exhorté les parties à accroître autant que possible leurs contributions. L'UE a souligné le besoin d'un financement de l'ordre de 100 milliards d'euros par an, en 2020, pour soutenir l'adaptation, l'atténuation, la REDD, la technologie et le renforcement des capacités. Le délégué a mis en relief la nécessité d'un financement de démarrage rapide de 5 à 7 milliards d'euros, pour permettre la prise de mesures immédiates.

AWG-LCA

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le président de l'AWG-LCA, Michael Zammit Cutajar (Malte), a ouvert l'AWG-LCA 8 en rappelant aux parties que l'AWG-LCA doit conclure ses travaux à

Copenhague. Les parties ont adopté l'ordre du jour et se sont accordés sur l'organisation des travaux (FCCC/AWGLCA/2009/15 et 16).

ACTION CONCERTÉE A LONG TERME: Le Président Zammit Cutajar a fait état du rapport de l'AWG-LCA 7 (FCCC/AWGLCA/2009/14) contenant la compilation des derniers documents officiels portant sur chacun des éléments examinés dans le cadre de cet article de l'ordre du jour. Il a également fait état d'un accord conclu à Barcelone pour travailler dans un groupe de contact, à Copenhague. Au sujet de la manière de procéder, il a indiqué que le groupe de contact commencerait à travailler le 8 décembre et qu'il lancerait des comités de rédaction pour produire des textes d'accord sur l'ensemble des éléments du PAB, en utilisant les documents officiels comme point de départ. Il a souligné que les groupes devraient produire des textes sous forme de projets de décisions de la CdP, précisant que cela ne risquait pas de porter préjudice à la forme juridique de l'accord final qui sera convenu et que les parties avaient le droit d'avancer des propositions portant sur une forme juridique différente.

DECLARATIONS LIMINAIRES: Le Soudan, au nom du le G-77/CHINE, a appelé les parties à remplir le mandat du PAB et à rejeter les tentatives de passer la responsabilité aux pays en développement. Grenade, au nom de l'AOSIS, a indiqué que tous les éléments d'un accord juridiquement contraignant et garantissant la viabilité des PEID et d'autres pays en développement vulnérables, sont intégrés dans le texte disponible, mais qu'une volonté politique reste nécessaire pour la réalisation d'un accord. Le Lesotho, au nom des PMA, a appelé à un accord juridiquement contraignant accordant une priorité aux mesures d'adaptation, et augmentant le financement.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a souligné l'importance du système MNV. La Suède, au nom de l'UE, a souligné l'importance: d'une ambition accrue pour les réductions de mi-parcours, de l'intégration des émissions des secteurs des transports aérien et maritime internationaux, de financements rapides et à long terme intégrant le secteur privé et le marché du carbone, et de l'action sur un mécanisme fondé sur la performance, pour la REDD.

La Suisse, au nom du GROUPE D'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE, a plaidé pour la création d'un registre des mesures d'atténuation adaptées au contexte national (MAAN), sans préjuger de la façon dont il serait institutionnalisé, et pour un processus MRV solide.

L'Algérie, au nom du GROUPE AFRICAIN, a déclaré que l'AWG-LCA doit établir pour les pays industrialisés qui ne sont pas parties au Protocole, des engagements comparables à ceux pris par d'autres pays industrialisés dans le cadre du Protocole, dans la deuxième période d'engagement.

Cuba, a parlé au nom de l'ALLIANCE BOLIVARIENNE POUR LES PEUPLES DE NOTRE AMERIQUE- TRAITÉ COMMERCIAL POPULAIRE (ALBA-TCP), composée d'Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Cuba, Dominique, Équateur, Nicaragua, Saint-Vincent et Grenadines et Venezuela. Le délégué a appelé les pays industrialisés à honorer leur dette climatique, et a rejeté les tentatives de transfert des responsabilités aux pays en développement. Le Costa Rica a parlé au nom des pays appartenant au SYSTÈME D'INTEGRATION DU CENTRE AMERICAIN, composé de Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine. Le délégué a appelé à un résultat qui soit en conformité avec la CCNUCC et le Protocole, et a exhorté les pays industrialisés à faire montre de leadership.

La TANZANIE a souligné le besoin de parvenir à un accord juridiquement contraignant, signalant que le succès sera mesuré en fonction du traitement des préoccupations et des défis soulevés par les pays en développement.

Le BELARUS a mis l'accent sur les besoins particuliers des pays en transition économique en matière de technologies et de renforcement des capacités, et la GUYANE a souligné que les domaines tels que l'adaptation, la technologie et la REDD-Plus offraient des fruits à portée de la main pour l'action précoce. Le KIRGHIZSTAN et le TADJIKISTAN ont souligné l'importance du traitement de la question des écosystèmes montagneux.

La FEDERATION DE RUSSIE a plaidé pour d'un accord unique et global pour la période post-Kyoto, et la Norvège a déclaré que le futur accord devrait comprendre l'objectif nécessaire de

2050 et des réductions d'émissions collectives adéquates et ambitieuses, pour 2020, avec la participation de tous les pays, à l'exception des PMA.

L'INDE a indiqué que des réductions d'émissions globales par les partis de l'annexe I doivent constituer le point de départ du résultat de l'AWG-LCA et que son mandat ne devrait pas changer si ses travaux devaient se prolonger au-delà de Copenhague.

Les ETATS-UNIS ont parlé de leurs nouvelles annonces concernant leur nouvel objectif de réduction de leurs émissions, de l'ordre de 17% au dessous des niveaux de 2005, d'ici 2020, avec une trajectoire menant à 42% de réduction d'ici 2030, pour atteindre l'objectif de 83% en 2050. Le délégué a également souligné l'importance d'avoir des rapports réguliers et une évaluation internationale de toutes les parties.

La BOLIVIE, appuyée par le G-77/CHINE et l'ARABIE SAOUDITE, a déclaré qu'un financement de l'ordre de 10 milliards de dollars par an est insuffisant. Appelant à des négociations ouvertes, transparentes et intégratives, le NIGERIA a indiqué que l'absence de progrès dans le cadre de l'AWG-LCA est due à "une méfiance profonde et un manque de foi dans le processus de négociation." Le BANGLADESH a souligné le besoin de s'entendre sur un fonds de démarrage rapide, et a précisé qu'un instrument juridiquement contraignant doit être le but à atteindre. Le délégué des ÎLES SALOMON a souligné que l'échec n'est pas une option, à Copenhague.

Le délégué du JAPON a fait part de sa volonté de parvenir, à Copenhague, à un accord substantiel qui, a-t-il précisé, devrait être traduit en un traité juridiquement contraignant, dès que possible en 2010.

L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE (OMI) a présenté ses travaux sur la réglementation des émissions provenant des transports maritimes. L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE (OACI) a décrit un programme d'action comportant un objectif global d'une amélioration annuelle de 2% de l'efficacité du carburant, d'ici 2050, et un cadre pour des mesures fondées sur le marché. La FEDERATION INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE a déclaré que l'accord doit venir aider les populations les plus pauvres et les plus vulnérables et aider les autorités nationales à mettre en œuvre des mesures d'adaptation rapide.

La CHAMBRE INTERNATIONALE DU COMMERCE a mis l'accent sur les mesures devant être prises par les entreprises dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, en particulier, à travers des mécanismes de marché, et a demandé des mécanismes permettant de s'assurer que les investissements dans l'atténuation sont sûrs.

LE RESEAU INTERNATIONAL D'ACTION CLIMATIQUE a plaidé en faveur d'un accord juridiquement contraignant équitable et ambitieux. L'organisation CLIMATE JUSTICE NOW a souligné que le problème du changement climatique ne serait pas résolu par un accord négocié à huis clos. L'INSTANCE INTERNATIONALE DES PEUPLES AUTOCHTONES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES a appelé à l'intégration des normes internationales relatives aux droits de l'Homme dans le cadre de l'AWG-LCA et, en particulier, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. L'organisation VILLES ET COLLECTIVITES LOCALES UNIES a souligné qu'aucun pays ne serait en mesure d'honorer ses engagements sans l'appui des autorités locales.

L'organisation PARITE DES GENRES CC - FEMMES POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE a souligné l'importance d'une pleine intégration de la perspective féminine pour donner lieu à une action sur l'ensemble des aspects du changement climatique. LA CONFEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE a affirmé que des politiques gouvernementales audacieuses pour favoriser des innovations et des industries respectueuses du climat, pourraient créer des millions de nouveaux emplois. La COALITION DES JEUNES AUSTRALIENS POUR LE CLIMAT a déclaré que les jeunes sont en train de mobiliser le soutien de millions de personnes pour un instrument juridiquement contraignant, juste et adéquat et a souligné que la survie n'est pas négociable.

CDP/RDP

QUESTIONS D'ORGANISATION: La présidente de la Cdp/RdP, Hedegaard, a ouvert la Cdp/RdP 5. Les délégués ont adopté l'ordre du jour (FCCC/KP/CMP/2009/1 et Add.1) et ont convenu

de l'organisation des travaux. Au sujet de l'élection du bureau, la présidente Hedegaard a indiqué que la Cdp/RdP 5 reprendra ce sujet après des consultations informelles.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a appelé à des mesures audacieuses et à un résultat juridiquement contraignant solide qui apporte une clarté sur les règles régissant les mécanismes de souplesse et sur le secteur de l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF). Le délégué a déclaré que les négociations menées au titre du Protocole constituaient une plate-forme pour un nouveau traité unique juridiquement contraignant. **DECLARATIONS LIMINAIRES:** Le Soudan, au nom du G-77/CHINE, a souligné que le mandat fondamental des négociations en cours consiste en la détermination d'objectifs quantitatifs ambitieux de réduction d'émissions pour les périodes d'engagement à venir. Le délégué a signalé l'existence d'un grand fossé qui existe entre les promesses de réduction d'émissions faites par les pays de l'annexe I et ce qui est requis par la science, et a indiqué que les négociations devraient aboutir à des accords distincts au titre de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA.

Grenade, au nom de l'AOSIS, a parlé du Protocole comme constituant la partie centrale de l'architecture de la lutte contre le changement climatique et a souligné que ses institutions doivent être réaffirmées et renforcées par la Cdp/RdP à travers des objectifs ambitieux de réduction des émissions pour la deuxième période d'engagement et les périodes suivantes, conformément à la science.

Le Lesotho, au nom des PMA, a déclaré que le Protocole est le seul instrument en place pour l'harmonisation des efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et a souligné que l'AWG-KP devrait être "pilote loin de" l'AWG-LCA, pour maintenir la distinction entre les deux voies.

La Suisse, au nom du GROUPE D'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE, a plaidé pour un accord de suivi du protocole qui permettrait de voir les pays industrialisés poursuivre et intensifier leurs engagements de réduction des émissions, et a appelé tous les pays de l'annexe I à prendre les devants dans la réalisation de l'objectif des 2 ° C.

La Suède, au nom de l'UE, a souligné la nécessité de parvenir à un accord efficace, à Copenhague. Le délégué a souligné que, quand bien même le protocole ait été le principal outil de lutte contre le changement climatique depuis 1997, Copenhague doit aboutir à un accord global, ambitieux et exhaustif encore plus intégratif que le protocole. Le délégué a indiqué que les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de 30% en dessous des niveaux de 1990, d'ici 2020, et les pays en développement économiquement avancés devraient prendre des mesures appropriées en fonction de leurs responsabilités et de leurs capacités.

AWG-KP

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le président de l'AWG-KP, John Ashe (Antigua-et-Barbuda) a souhaité aux participants la bienvenue à la dixième et dernière session de l'AWG-KP. Il a expliqué que le mandat de l'AWG-KP consistait à élaborer une proposition d'amendement du Protocole et à déterminer des engagements de réduction d'émissions chiffrés pour les parties de l'Annexe I, pour la période post-2012. Il a exhorté les parties à ne pas se laisser dévier de cette tâche. Il a également souligné que bien qu'une documentation pour aider les négociations ait été élaborée (FCCC/KP/AWG/2009/10/Rev.3; FCCC/KP/AWG/2009/10/Add.1/Rev.2; FCCC/KP/AWG/2009/10/Add.2; FCCC/KP/AWG/2009/10/Add.3/Rev.3; FCCC/KP/AWG/2009/10/Add.4/Rev.2; FCCC/KP/AWG/2009/12/Rev.2), il n'y avait pas de texte de négociation formelle. Il a appelé à la résolution de cette situation.

Les parties ont ensuite adopté l'ordre du jour et organisation des travaux (FCCC/KP/AWG/2009/15 et 16).

DECLARATIONS LIMINAIRES: Le Soudan, au nom du G-77/CHINE, a fait part de sa préoccupation face à "l'insistance" des parties à l'annexe I sur un résultat unique, à Copenhague, et a affirmé que cela déstabilisait le mandat relevant de la Feuille de route de Bali qui consiste à finaliser les négociations sur de nouveaux engagements des parties à l'annexe I pour la deuxième période d'engagement et des périodes suivantes au titre du Protocole et sur un résultat convenu au titre de la Convention, pour une mise en œuvre intégrale et soutenue de ses dispositions. Le délégué a exhorté les parties à conforter la réussite du Protocole en établissant des objectifs encore plus ambitieux pour la deuxième période d'engagement en mettant en place des moyens permettant de faire

face aux conséquences potentielles des politiques et mesures des parties à l'annexe I sur les pays en développement. Il a souligné la nécessité d'un régime international de lutte contre le changement climatique qui soit intégratif, juste, efficace et équitable assorti d'un protocole de Kyoto rigoureux.

La Suède, au nom de l'UE, a déclaré que l'accord de Copenhague doit livrer des résultats concrets et englober l'ensemble des composantes essentielles du Protocole de Kyoto. Le délégué a souligné que la science des changements climatiques demande à voir les émissions culminer en 2020 au plus tard et réduite de moitié d'ici 2050 aux fins de maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 2 ° C, et a affirmé qu'à lui tout seul le Protocole de Kyoto, ne peut pas atteindre cet objectif. Il a appelé à la conclusion d'un accord mondial ambitieux et exhaustif, à Copenhague. Il a encouragé la conclusion d'un accord sur les chiffres, mettant en relief le défi consistant à réaliser cela à travers les deux voies de négociation. Il a appelé également à l'accomplissement de progrès sur des questions telles que les règles de comptabilisation de l'UTCATF et sur les mécanismes de flexibilité.

Soulignant les besoins d'avoir des règles encadrant les marchés et l'UTCATF, l'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a appelé à une participation large et effective de toutes les parties dans un accord unique, nouvel accord juridiquement contraignant. Grenade, au nom de l'AOSIS, a souligné que les émissions doivent culminer d'ici 2015 pour éviter les effets catastrophiques pour les pays vulnérables comme les PEID, et pour minimiser les risques d'effets irréversibles. La représentante a insisté sur la faisabilité économique et technique de réductions d'émissions de l'ordre de 45% d'ici 2020 et de l'ordre de 95% d'ici 2050. Elle a affirmé que les promesses actuelles de l'annexe I, qui vont de 13 à 19% de réductions d'émissions par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2020, sont insuffisantes. Enfin, elle a appelé les pays à mobiliser "la volonté politique et l'habileté politique" permettant de vaincre "la timidité et la lâcheté" et de réaliser les réductions d'émissions nécessaires.

Le Lesotho, au nom des PMA, a qualifié le protocole d'élément déterminant pour le processus de la CCNUCC et a présenté la réalisation de réductions d'émissions ambitieuses par les parties à l'annexe I, comme étant le seul moyen de réduire les effets déjà perceptibles du changement climatique. Il a appelé à des objectifs consistant à limiter la hausse des températures à 1,5 ° C et à maintenir les concentrations de gaz à effet de serre en dessous de 350 ppm. Il a affirmé que la terminaison du Protocole est inacceptable, a encouragé le maintien d'une distinction entre les AWG et a appelé à discuter des questions de protocole uniquement dans le cadre de l'AWG-KP.

La Suisse, au nom du "GROUPE D'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE", a appelé à la poursuite des éléments clés du protocole, y compris, les objectifs chiffrés juridiquement contraignants, les mécanismes de souplesse et un système de surveillance transparent.

NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE L'ANNEXE I: Le Président Ashe a présenté l'ordre du jour, notant qu'il serait subdivisé en quatre composantes principales, à savoir: les ("chiffres") des engagements de réduction d'émissions globaux et individuels des parties à l'annexe I; les questions diverses identifiées au paragraphe 49 (c) du rapport de l'AWG-KP 6 (FCCC/AWG/2008/8); les conséquences potentielles et les questions juridiques. Il a déclaré que, conformément à l'accord conclu à l'AWG-KP 9, à Barcelone, 60% du temps disponible seraient attribués au groupe chargé des ("chiffres").

Les parties ont ensuite décidé de constituer quatre groupes de contact sur:

Les réductions d'émissions de l'annexe I, co-présidé par Leon Charles (Grenade) et Gertraud Wollansky (Autriche);

Les Questions diverses, présidé par le vice-président de l'AWG-KP, Harald Dovland (Norvège);

Les conséquences potentielles, co-présidé par Mama Konaté (Mali) et Andrew Ure (Australie), et

Les questions juridiques, co-présidé par María Andrea Albán Durán (Colombie) et Gerhard Loibl (Autriche), qui se réunirait uniquement à la demande des autres groupes de contact.

Le président Ashe a indiqué que les groupes se concentreront sur l'élaboration des projets d'amendements du protocole et de décisions de la CdP/RdP et que, s'ils ne sont pas en mesure de faire cela, ils élaboreront au minimum un texte co-portant un nombre limité d'options clairement définies à partir duquel les ministres pourront choisir.

RAPPORT DE L'AWG-KP A L'INTENTION DE LA CdP/

RdP: Le Président Ashe a expliqué que le résultat des travaux de l'AWG-KP sera présenté à la CdP/RdP, le 16 décembre. Les parties ont décidé de créer un groupe de contact pour examiner ce point dans un cadre unique, et le président de l'AWG-KP, Ashe, a indiqué qu'il tiendrait des consultations sur le moment du lancement des travaux du groupe.

QUESTIONS DIVERSES: Le président Ashe a informé que la dernière séance plénière se tiendra le 15 décembre, lorsque les parties examineront les rapports finaux des groupes de contact et tout projet de conclusions, ainsi que les résultats des travaux de l'AWG-KP et ce qui doit être transmis à la CdP/RdP.

Le Costa Rica a lu une déclaration au nom des pays appartenant au SYSTEME D'INTEGRATION DES PAYS D'AMERIQUE CENTRALE. Le délégué y a appelé, entre autres, à la réalisation, à Copenhague, d'un résultat qui soit conforme à la Convention, au Protocole et au PAB, proroge le protocole pour une deuxième période d'engagement, comprenne des objectifs de réduction d'émissions ambitieux et juridiquement contraignants pour les pays de l'annexe I, et qui prenne en ligne de compte la nécessité de stabiliser les concentrations atmosphériques de GES à 350 ppm et de limiter l'augmentation de la température à 1,5 ° C.

Il a ajouté que les pays de l'Annexe I devraient réduire leurs émissions de 45% en 2020 et de 95% en 2050 par rapport aux niveaux de 1990.

DANS LES COULOIRS

A l'ouverture de la cruciale CdP 15, lundi, les salles du Bella Center à Copenhague se sont vite remplies de délégués et d'observateurs tenant à assister à la cérémonie de bienvenue. Avec près de 34 000 participants ayant sollicité l'accréditation, la CdP 15 est de loin la plus grande réunion tenue au titre de la CCNUCC. Vu la capacité d'accueil du Bella Center limitée à 15 000 personnes, et les espaces plutôt restreints des salles de réunion plénière, certains observateurs ont déjà manifesté leur inquiétude concernant l'accès aux négociations et aux manifestations parallèles. L'accréditation des médias a également dû être suspendue après avoir atteint le plafond de 5000 représentants.

L'ambiance dans les couloirs bondés semblait être une ambiance d'anticipation, d'enthousiasme et même d'optimisme prudent. Certaines personnes se demandaient cependant si les espoirs allaient finir par se traduire en volonté politique de parvenir à un résultat consistant, propre à engager monde sur une voie permettant d'éviter des changements climatiques encore plus dangereux. Cette réunion est trop importante pour échouer, a fait observer un participant. Plusieurs autres ont paru être vraiment peu sûrs de ce que Copenhague sera finalement capable de produire. "Certaines des déclarations liminaires de haut niveau ont été moins ambitieuses que ce que j'avais espéré", ont déploré certaines parties, et d'autres participants ont fait allusion à des signaux mitigés. On a entendu de nombreux pays industrialisés parler de déclarations politiques et de décisions de la CdP, avec une feuille de route possible pour l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant plus tard. D'autres, cependant, en particulier les pays en développement vulnérables, ont continué à travailler en vue de voir un texte menant à un résultat juridiquement contraignant être adopté à Copenhague.

"Climate gate" a été un autre sujet populaire, en particulier, après l'appel lancé par l'Arabie saoudite, à une enquête internationale indépendante sur les travaux de l'unité scientifique touchée. Alors qu'un expert scientifique l'a qualifié de "tempête dans un verre d'eau", d'autres craignent de voir cela dévier l'attention de travaux "plus sérieux" à Copenhague. Certains participants étaient en conjecture sur la source du piratage et les efforts liés à cette effraction.

Plusieurs participants ont dit être surpris de la présence d'une négociatrice issue d'un pays en développement prééminent, au sein de la délégation du Soudan. Cela a alimenté des conjectures disant que son rôle de négociatrice de ligne dure en faveur du Sud avait été en mise en danger par la pression de certaines parties. "Nous allons assister plus souvent à ce genre de conflits de personnalité maintenant que nous sommes arrivés à ce point critique de ce jeu aux mises élevées," a précisé un observateur.